



Pas de permanents

Pas d'élus

Pas de subventions

**Pas de partis
politiques**

Pas de hiérarchie

Pas de patrons

Pas de compromis

**Voie libre pour
un
syndicalisme
différent !**



**SYNDICAT DES
TRAVAILLEURS
DU BEARN** CNT
AIT
10, Rue J-B Carreau, 64000 PAU

C'est la fin de la récréée.

Si nous appelons à la grève ce 19 mars, c'est que nous nous reconnaissons dans les revendications et que nous tenons à rester solidaires de toutes celles et ceux qui s'engagent parmi nos collègues.

Pour le reste, nous sommes plus que critique sur la stratégie que nous nous laissons imposer par l'intersyndicale. Encore une « journée d'action » dans le cadre corporatiste alors que nous n'avons plus rien gagné par des actions de cette sorte depuis 1995.

Les dirigeants de l'intersyndicale sont-ils des autistes ou le font-ils exprès ?

Dans l'Education, nous n'avons pas été foutus de nous mettre en grève quand les lycéens ont commencé à se mobiliser. Nous les avons laissés seuls face à la répression. Pas un appel à la grève lorsque les CRS ont obligé toute une manif de jeunes à se mettre à genoux, les mains derrière la nuque ! Et à Pau, pas un appel pour soutenir le lycéen de Saint John Perse qui a été condamné en comparution immédiate après une manif. Et que dire de ce silence assourdissant des dirigeants syndicaux (quand il ne s'agit pas de laisser la place à des discours pro-gouvernementaux) alors que les gilets jaunes remettent au centre du débat la question sociale et que la répression n'a jamais été aussi forte depuis le gouvernement de Vichy.

L'Etat éborgne, tabasse, juge, emprisonne et restreint le droit de manifester et l'intersyndicale en reste à des propos de circonstance.

Autre époque, autres mœurs...

Le gouvernement frappe les gilets jaunes car ils ne jouent pas le jeu : le jeu de faire semblant de se mobiliser pour que le gouvernement fasse semblant de nous entendre. L'intersyndicale joue ce jeu depuis des lustres et joue le rôle de pompier chaque fois qu'un mouvement social risque de mettre le feu aux poudres. Rappelons-nous de 2003, 2010 et autres...

Dans les années 60 et 70, le système était prêt à laisser quelques « avancées » aux syndicats en contrepartie de ce rôle de « partenaire social ». Aujourd'hui, il ne leur laisse que le strict nécessaire pour qu'ils assurent leur survie : les décharges et les subventions...

Car nous avons changé d'époque : l'heure n'est plus au pacte social mais à l'exclusion de toutes celles et ceux qui sont considérés comme « non rentables ». La logique ultra-libérale se résume ainsi : « *Ceux qui ne sont pas rentables doivent mourir* ». Cette politique qui est appliquée partout en Europe, Macron s'y rattache, comme avant lui Hollande et Sarkozy, lorsqu'il parle de « *ceux qui ne sont rien* ».

3 rue de Boyrie 64000 Pau
cnt64@yahoo.fr - cnt-ait-fr.org -
09.54.33.18.06



Dans cette optique, il ne faut plus de services publics, plus d'aides sociales, plus de retraits par répartition etc... Le syndicalisme institutionnel que représente les organisations de l'intersyndicale est le produit d'une époque (les trente glorieuse et la guerre froide), où le système était à la recherche d'un consensus social. Cette époque est révolue : le capitalisme revient à ses fondements, la guerre des riches contre les pauvres. Nous devons revenir nous aussi à nos fondements, un syndicalisme de combat et d'affrontement frontal au système capitaliste.

Cela implique :

- **Pas de subventions : le syndicat doit être indépendant et autonome.**
- **Pas de permanents : les professionnels du syndicalisme n'ont pas les mêmes intérêts que nous et s'éloignent de nos réalités.**
- **Pas de déchargés qui font de certains d'entre nous des spécialistes et des autres des assistés.**
- **Pas de participations aux élections professionnelles : la démocratie représentative est un leurre, nous ne sommes pas là pour cogérer le système et nous ne voulons pas de chefs.**
- **Pas de représentants : contrôle de nos luttes et de nos syndicats par la base, assemblées générales souveraines et délégués élus mandats et révocables à tous les niveaux.**
- **Pas de corporatisme : développons nos syndicats au niveau local sur la base du territoire plutôt que celle des métiers, la solidarité ne connaît pas les corporatismes.**
- **Pas de liens avec les partis politiques : construisons notre propre projet de société, les partis politiques font partis du problème, pas de la solution.**

Mardi 19 mars 2019, grève et manifestation 10h 30, place Verdun à Pau

- Défense des services publics,**
- Retrait de la contre-réforme de la fonction publique,**
- Défense des droits des demandeurs d'emploi,**
- Défense de la Sécurité sociale et du salaire différé,**
- Retrait du projet de loi santé,**
- Retrait de la loi travail et des ordonnances.**